



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'Étincelle

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 30 novembre 2020

Leur « sécurité globale » dope nos révoltes !

Face à la loi de prétendue « Sécurité globale », ce ne sont pas moins de 70 manifestations qui ont eu lieu le week-end dernier, rassemblant cent trente mille personnes dans les rues selon la police, probablement bien plus. Un raz-de-marée à Paris, et partout des foules compactes. Des pancartes faites maison : « Pas vu pas pris », « floutage de gueule », ou « on vous voit », « Lallement sent Papon » !

On en a déjà trop vu

Trop, c'était trop. D'abord ce projet de loi osant proposer – article 24 – que les journalistes ou toute autre personne ne puissent plus filmer et montrer les violences policières. Sous prétexte que ce serait malveillant ! Et voilà qu'arrivent les images de flics tabassant de jeunes migrants réfugiés et leur volant leurs tentes place de la République à Paris.

Quelques jours plus tard, celles provenant de la vidéosurveillance du studio d'enregistrement de Michel Zecler, producteur de musique – noir – qui se fait longuement passer à tabac... Quinze minutes de coups et d'insultes racistes. Puis on voit le studio pris d'assaut à coups de grenade lacrymogène, grâce à des voisins éberlués par ce déchaînement de violence, qui ont filmé toute la scène. Face aux mensonges éhontés des policiers sur le déroulement des événements, heureusement qu'il y avait des images !

De « *I can't breathe* » à « *J'étouffe* »...

Tout ce que Macron a su bredouiller, pour répondre à l'indignation générale, c'est que ces images « nous font honte »... C'est pour ça que son gouvernement veut les interdire ! Car ce sont les images qui cristallisent la révolte, comme aux États-Unis avec la vidéo insoutenable de la mort de George Floyd.

Quant au ministre de l'Intérieur, Darmanin, il parle de révoquer les policiers mis en cause, ils seraient déférés devant la justice. Mais c'est pourtant lui qui est à la tête de la chaîne de commandement et continue à défendre son projet de loi qui leur assure l'impunité. Fin juillet, il osait affirmer : « Quand j'entends le mot violences policières, je m'étouffe » ! C'est pourtant Cédric Chauviat qui est mort étouffé par les flics en janvier dernier, lors d'un contrôle routier. Sa faute ? Avoir voulu filmer son contrôle.

Car ces violences policières n'ont aucun caractère d'exception ou de « bavures »...

Elles sont habituelles. On les connaît dans les quartiers populaires, comme le rappelle l'affaire Théo qui va être jugée prochainement. On les a vécues lors des luttes de ces dernières années contre la loi Travail sous Hollande et Valls, contre les prétendues réformes ferroviaires en 2018, dans les rangs ou aux côtés des Gilets jaunes au cours de l'année 2018, il y a moins d'un an encore contre la réforme de nos retraites, à l'hiver dernier.

Insécurité sociale... colères globales

Cela fait quelques années en effet que les mobilisations s'enchaînent et que le gouvernement y répond par une répression accrue, dont les moyens militaires et légaux se perfectionnent : LBD, grenades lacrymogènes, violences policières, auxquelles s'ajoutent lois, décrets ou règlements plus ou moins légaux destinés à nous dissuader d'aller manifester notre colère et nos exigences. Autant d'atteintes à une liberté d'expression déjà bien entamée pour les classes populaires, ceux détenant les grands médias étant ceux qui en ont les moyens financiers.

Face à la crise sanitaire actuelle, sa gestion catastrophique, le manque de moyens dans les hôpitaux, les salaires amputés, les précaires licenciés, la situation sociale va continuer à se tendre. Les licenciements massifs qui sont annoncés tous les jours sont le signe d'une terrible montée du chômage et d'une baisse drastique de notre niveau de vie.

En France, comme à l'échelle internationale, la bourgeoisie anticipe les mouvements sociaux qu'elle craint. Mais à force de serrer la vis pour éviter l'explosion sociale, elle amplifie la colère.

On ira jusqu'au retrait, scandaient ce week-end les manifestants. Retrait de l'article 24, retrait de la loi toute entière, retrait du ministre de l'Intérieur et d'autres... et pourquoi pas, retrait de leur sale politique, qui consiste à nous faire payer la crise !

Lisez et contactez l'Étincelle en ligne

Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy - **Twitter** : Convergences Révolutionnaires @npaetincelle

Et sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

Indispensables kleenex

Toujours à l'affût pour récupérer du *free cash flow*, la direction a mis en chômage partiel une partie des salariés Renault 5 vendredis de suite jusqu'à Noël. Chômage payé majoritairement par les contribuables : nous ! Par contre, les indispensables sont tenus de venir et, surprise : ce sont surtout des salariés placés sur des cases « grises », ces postes sans avenir selon le sudoku de la direction.

Indispensables d'un jour, jetés comme des kleenex le lendemain. « Bleus », « gris », chômeurs partiels ou pas, Renault ou sous-traitants : ne nous laissons pas diviser. C'est tous ensemble que nous défendrons nos emplois.

Flins : ne pas se laisser recycler

Renault annonce pour 2024 la reconversion de l'usine de Flins à la fin de production de la Zoé et de la Micra en « modèle de l'économie circulaire », écologique et durable. « Nous sommes là pour sauver Flins », annonce Sénard. Sauver de qui ? De ceux qui vont fermer le site de Choisy, dernier modèle d'économie circulaire et obliger les salariés à faire 70km tous les matins pour aller travailler à Flins l'an prochain ?

Avec de tels « sauveurs », la planète comme les travailleurs sont mal barrés. On est tous concernés. C'est le moment de dire stop aux fauteurs de chômeurs qui peignent en vert les suppressions de postes !

Maboule de cristal

Les directeurs et RH ont organisé des redescendentes de « non »-information sur la classification des fonctions en indispensables cases « bleues » et dispensables cases « grises ». À la DEA-MI, quand un salarié a demandé ce que la direction envisageait en septembre 2021 si elle ne trouvait pas tous les volontaires de son plan de départs, la RH a poursuivi sur la ligne de conduite de ne rien dire en prétextant que personne n'avait de « boule de cristal ». Et bien, ils sont vraiment grassement payés pour ne même pas savoir ce qu'ils envisagent de faire dans 10 mois !

On pense surtout qu'ils ont tout intérêt à nous cacher leurs plans pour qu'on ne se mobilise pas dès maintenant.

Mais prêtez-lui votre boule de cristal !

La RH de la DEA-M ne sait pas ce que la direction prévoit pour nous en septembre 2021 mais les dirigeants de Renault promettent 3000 emplois à Flins pour... 2030. Ils en ont une sacrée de boule de cristal, eux !

D'autant plus que, pour 2024, ils ne prévoient en réalité que 700 nouveaux emplois à Flins et 2000 suppressions de postes (en comptant les intérimaires). Le reste étant des activités d'emboutissage ou de réemploi de pièces d'occasions déjà existantes aujourd'hui à Flins et Choisy. Leur poudre aux yeux ne fera pas passer notre colère. A Flins, Choisy ou Lardy, ne nous laissons pas faire !

Alerte au phishing

Après un plan gamme fictif et un mail d'un cabinet d'avocats pour une soi-disant amende reçue par le groupe Renault, voici que le service informatique cherche à nous piéger avec une pseudo-histoire de fraude aux polluants en Grande-Bretagne. Pour le coup ce n'est pas très crédible : avec une direction aussi intraitable sur les normes, c'est forcément du *phishing*.

Si vous le recevez, mettez-le directement à la poubelle !

Au nom du père, du fric et du saint bénéfice

Ce 1^{er} décembre, Renault nous invite à son webinaire « Inspiring Ethics ». Pour trouver de « l'intégrité » et de « l'éthique » chez la direction, il faut du renfort : un neuro-scientifique, un philosophe spécialiste de l'autisme et... un moine bénédictin ! Et pas n'importe lequel, le Père Hugues Minguet, inventeur du « moinage », est fondateur de l'Institut Sens et Croissance, qui s'oppose à l'avortement et milite pour la devise de Saint Benoît, « Prie et Travaille ».

Décidément, avec un tel entourage, le Comte Sénard et ses collègues de la noblesse pontificale ont la bénédiction divine pour leurs affaires. Malheureusement pour nous, ni « l'éthique d'entreprise » ni les dix commandements n'interdisent les licenciements. Pour cela, pas de raccourci céleste, il faudra nous y mettre nous-mêmes !

Un mauvais air de Dieselgate

Sous l'impulsion des incitations fiscales, les ventes d'hybrides ont explosé cette année. Double-bénéf pour les constructeurs, puisqu'ils raflent en plus un « bonus » sur le CAFE. Mais il n'y a pas que les Diesel qui polluent plus en conditions réelles qu'en homologation. D'après l'ONG Transport & Environnement, les hybrides rechargeables rejetteraient entre 3 et 12 fois plus de CO2 en conditions réelles qu'annoncé !

En attendant, c'est déjà 38 millions d'aides à l'achat qui ont été déboursées par l'État. Les licenciements verts, les profits verts, les arnaques vertes, on aura tout vu...

De l'argent il y en a...

Certains ont grincé des dents en voyant des entreprises, comme Renault, supprimer des postes en empochant par millions les aides de l'État. Bruno Le Maire avait en mars conseillé aux patrons de ne pas jeter d'huile sur le feu en versant des dividendes aux actionnaires.

Mais la modération n'est pas une vertu patronale : Danone, Carrefour, Elior, Orange et d'autres leur ont quand même distribué des dividendes. C'est le ministre qui le dit : les consignes du gouvernement ne sont « pas contraignantes » ! La seule contrainte qui pourra les empêcher de licencier et d'encaisser les profits, ce sera notre pression collective.

On se lève tous contre Danette

Après Nokia, Bridgestone ou encore Renault, c'est Danone qui vient d'annoncer un « plan d'économies ». En prenant la crise sanitaire comme prétexte, la direction veut supprimer 2 000 postes dans le monde, dont plus de 400 en France. Une annonce difficile à digérer vu les bénéficiaires (1,7 milliard !) du premier semestre 2020. Même après avoir touché 1,5 milliard de dividendes en avril, les actionnaires ne sont jamais rassasiés.



